



Appel à l'action

Travail décent dans le monde entier

Le commerce international et la mobilité du capital ont généré une croissance économique et les économies des nouveaux pays émergents sont une promesse pour beaucoup de personnes dans le monde. Cependant, la majeure partie de la population ne voit pas sa vie s'améliorer du fait de la croissance économique, des progrès technologiques et de la mondialisation. Les inégalités augmentent. Nous devons combattre les racines de cette lutte implacable et faire en sorte qu'un travail décent soit la norme à l'échelle internationale.

Aujourd'hui, la réalité montre que nous sommes encore loin de cet objectif. Le chômage est endémique dans certaines régions et trop de gens sont sous-employés ou ne sont pas payés pour le travail qu'ils fournissent. Les gens, tant dans les pays en voie de développement que dans les pays développés, travailleraient davantage pour moins d'argent et de plus en plus de personnes - principalement des femmes - seraient contraintes de gagner leur vie dans le cadre de ce qu'on appelle l'économie informelle en acceptant des emplois précaires qui les privent des droits de base du travail et de toute couverture sociale. Seule une minorité de l'ensemble des travailleurs est protégée par une convention collective et des accords sur les conditions de travail.

170 millions d'enfants en dessous de 15 ans travaillent à la place d'aller à l'école et dans certaines régions, l'esclavage et les travaux forcés existent encore aujourd'hui. La crise a aggravé la situation, en particulier celle des jeunes sur le marché du travail.

Seul un système international basé sur la solidarité et le respect des droits de l'homme tels qu'ils ont été garantis par les conventions des Nations Unies et l'Organisation Internationale du Travail (International Labour Organisation - ILO) peut mettre un terme à ces tendances. Nous lançons un appel à nos gouvernements pour qu'ils signent ces conventions et les mettent en application d'urgence afin de placer le travail décent au cœur de leurs stratégies de développement durable et de leur politique.



Nous pensons que le travail décent est la clé qui permettra d'éradiquer la pauvreté, d'améliorer la vie des femmes et des hommes, de stabiliser l'économie, promouvoir une croissance soutenable et de permettre aux gens de vivre en paix dans la dignité. C'est pourquoi nous lançons cet appel aux décideurs afin qu'ils agissent en urgence et mettent l'accent sur:

1. **Les efforts déployés pour la création d'emplois productifs et décents:** Réaffirmation de la contribution des emplois de qualité à une économie saine et aux communautés par la mise en application des stratégies intégrées visant au plein emploi productif y compris pour ceux qui travaillent actuellement dans l'économie communément appelée informelle. Poursuite d'un marché actif de l'emploi et de politiques d'emploi qui associent l'éducation et la formation à des emplois décents. Investissement dans l'infrastructure, l'éducation et la qualité des services publics, y compris l'économie des soins de santé pour améliorer le potentiel productif à long terme et soutenir la transition vers une économie faible en carbone. Garantir des salaires adéquats permettant de vivre grâce à des négociations collectives ou des salaires minima décents ainsi que l'égalité salariale entre hommes et femmes.
2. **Respect des droits des travailleurs:** les droits des travailleurs de constituer des syndicats et d'en devenir membres et de mener des négociations collectives avec leurs employés sont essentiels à la concrétisation d'un travail décent. Toutes les organisations internationales, tous les gouvernements et commerces doivent être à la hauteur de leurs responsabilités et se conformer aux normes internationales, quel que soit le contexte économique ou politique. Ceci doit être soutenu par des sauvegardes juridiques et des dispositions institutionnelles au niveau international.
3. **Mise en oeuvre d'une protection sociale pour tous:** introduction de seuils de protection sociale tels que recommandés par l'Organisation Internationale du Travail (ILO) tout en renforçant et en élargissant les systèmes de protection sociales existants en garantissant l'accès à la Sécurité sociale, aux retraites, aux allocations de chômage, aux allocations de maternité et aux soins de santé de qualité. Ces avantages devraient être accessibles à tous, y compris aux travailleurs (et à leurs familles) actifs dans l'économie informelle et dans le cadre de contrats de travail précaires.
4. **Réalisation du potentiel du dialogue social:** les décideurs et les partenaires sociaux doivent s'engager dans un véritable dialogue social et assurer le suivi des résultats et des recommandations qui en découlent. Comme cela s'est révélé dans des situations de



crise, le dialogue social contribue non seulement à la paix sociale mais il a aussi des effets visibles sur la stabilisation de l'économie et des communautés.

Les principes conducteurs de l'agenda du travail décent ne devraient pas seulement être mis en œuvre au niveau national. Ils devraient faire partie intégrante de la politique menée par les principaux acteurs de l'économie mondiale et de la gouvernance sociale: des mécanismes obligatoires pour promouvoir et appliquer le travail décent, y compris des normes essentielles de travail qui doivent être intégrées aux accords commerciaux. La concrétisation du travail décent devrait être l'objectif des politiques de la Banque mondiale, du Fonds monétaire international et de l'Organisation mondiale du commerce.

Le travail décent est la base d'une vie décente.

Le travail décent est la base de la justice sociale.

Nous lançons un appel à l'action en faveur du travail décent à l'échelle mondiale.